

Mali : 24 mois de transition proposée sans succès à la CEDEAO

Page 9

VERSION

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 23 Mars 2022

7 jrs/7

N°1891

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



Le Forum mondial de l'eau alerte sur la diminution des ressources hydriques

Page 12

Le réchauffement climatique menace la production animale en Afrique subsaharienne

Page 10



23 millions d'enfants bientôt vaccinés contre la polio en Afrique

Page 2



12 ans de prison pour l'ex gouverneur Salami au Comores

Page 8



SANTE

Vaccination contre la poliomyélite : l'OMS cible 23 millions d'enfants dans 5 pays africains

Plus de 80 millions de doses seront administrées à plus de 23 millions d'enfants de moins de cinq ans, dans le cadre d'une campagne de vaccination contre la poliomyélite, a annoncé vendredi 18 mars via un communiqué l'Organisation mondiale de la santé .





La certification de la Région comme étant exempte de poliovirus sauvage reste valide.

Selon l'OMS, la vaccination à quatre étapes, sera menée dans cinq pays d'Afrique australe, contre le poliovirus sauvage de type1.La première phase de ces campagnes, prévue en mars, cible 9,4 millions d'enfants au Malawi, au Mozambique, en Tanzanie et en Zambie, après que le Malawi a déclaré une flambée épidémique le 17 février. Cette flambée est la première du genre dans le pays en 30 ans, et la première en Afrique depuis que la région a été certifiée exempte de poliovirus sauvage autochtone en 2020, selon le bureau régional de l'OMS pour l'Afrique.Trois campagnes ultérieures, auxquelles le Zimbabwe prendra aussi part, sont prévues en avril, en juin et en juillet, visent à administrer à plus de 23 millions d'enfants plus de 80 millions de doses du vaccin antipoliomyélitique oral bivalent recommandé par l'OMS contre le poliovirus sauvage de type 1.

«La poliomyélite est une maladie hautement infectieuse et sans traitement qui peut causer une paralysie permanente. En soutien au Malawi et à ses voisins, nous agissons rapidement pour enrayer cette flambée et anéantir la menace grâce à des activités de vaccination efficaces», a indiqué à l'agence Reuters, Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique.»La région africaine a déjà vaincu le poliovirus sauvage grâce à un effort considérable des pays. Nous avons le savoir-faire et nous œuvrons sans relâche pour que chaque enfant vive et s›épanouisse dans un continent exempt de polio», a-t-elle affirmé.La région africaine a été déclarée et certifiée exempte de poliovirus sauvage autochtone en août 2020, après avoir éliminé toutes les formes de poliovirus sauvage.

K.Fiakofi

SOCIETE

L'ONU lance un projet de soutien aux déplacés internes en Somalie

L'ONU et ses partenaires ont lancé dimanche un projet de quatre ans qui vise à fournir des solutions durables aux personnes déplacées par le conflit et le changement climatique en Somalie, rapporte l'agence chinoise Xinhua et cité par le média somalien Hiiraan online.



Les déplacés internes sont nombreux en raison de décennies de conflit et d'événements météorologiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations



Le projet garantira la pleine participation des femmes et des filles déplacées vivant dans des sites surpeuplés

Le projet de plusieurs millions nommé «*Saameynta (impact en Somalie)*» apportera des solutions durables à plus de 75 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et communautés d'accueil vulnérables en Somalie, a déclaré l'ONU dans un communiqué conjoint publié à Mogadschio. Adam Abdelmoula, Coordonnateur résident et humanitaire de l'ONU pour la Somalie, a déclaré que trouver des solutions durables aux déplacements prolongés en Somalie est désespérément nécessaire pour améliorer la situation des moyens de subsistance des personnes déplacées et de leurs communautés d'accueil. « *Il est peu probable que ces personnes déplacées retournent dans leur lieu d'origine dans un avenir proche car leurs terres sont désormais arides et impropres à l'agriculture ou au pastoralisme* », a-t-il déclaré selon Hiiraan. Dans le cadre de l'intervention, l'ONU et ses partenaires travailleront avec le gouvernement pour mettre en œuvre la stratégie nationale de solutions durables.

Promouvoir les solutions durables

Selon l'ONU, le projet vise également à réduire la dépendance à l'aide

La suite à la page 4

SOCIETE

La suite de la page 3

humanitaire, à réduire la pauvreté de milliers de personnes démunies et à promouvoir l'intégration des personnes déplacées dans les villes. «*L'aide humanitaire ne peut à elle seule résoudre les problèmes chroniques tels que les déplacements massifs et les sécheresses et inondations récurrentes. C'est pourquoi les solutions durables sont une priorité pour l'ONU*», a déclaré Abdelmoula. Il a déclaré que la seule approche de Saameynta vise à tirer parti des valeurs générées par l'urbanisation et les investissements planifiés afin de fournir des logements abordables, des opportunités d'emploi et des actifs communautaires tels que des infrastructures, des installations d'irrigation, des marchés et d'autres priorités identifiées localement pour les communautés touchées par le déplacement. Saameynta augmentera également l'autonomie et l'accès aux services de base durables, y compris l'eau, le logement et les services de santé pour les personnes déplacées résidant dans plusieurs villes.

Selon l'ONU, il y a environ 2,9 millions de personnes déplacées en Somalie et 2,2 millions ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence.

Source : Xinhua, Hiiraan

Pierre Oued.

Casamance : plus de 6 000 civils fuient les combats en Gambie



Le gouvernement gambien a apporté son soutien aux populations réfugiées.

Les autorités gambiennes ont annoncé le samedi 19 mars 2022 que plus de 6.000 déplacés et réfugiés ont été recensés en Gambie, fuyant les violences depuis une semaine entre l'armée et des rebelles en Casamance, dans le sud du Sénégal voisin, indique Jeune Afrique et tv5 monde.

L'armée sénégalaise a annoncé avoir lancé le 13 mars 2022 une opération contre des rebelles de Casamance, séparée du nord du Sénégal par la Gambie. «L'objectif principal est de démanteler les bases» du chef militaire rebelle Salif Sadio, situées le long de la frontière nord avec la Gambie, a dit l'armée. Les personnes fuyant les violences et recensées depuis le 13 mars sont au nombre de 6.350 dont 4.508 déplacés, a indiqué l'Agence nationale gambienne de gestion des crises, dans un document officiel transmis le samedi 19 mars 2022 à l'AFP cité par tv5 monde. A cause de la situation dans la région de Casamance, au Sénégal, la zone du Foni Kansala est devenue un refuge sûr aussi bien pour les réfugiés que pour les déplacés», a-t-elle déclaré. «Ces personnes ne peuvent plus rester dans leurs maisons à cause de la proximité des combats et de manière globale, des implications du conflit en cours», a-t-elle ajouté.

La suite à la page 5

AFRIQUE

La suite de la page 4

Une lutte qui dure depuis 1982

Le Foni Kansala, en territoire gambien, est frontalier de la Casamance et proche de la zone où se déroulent des combats entre l'armée sénégalaise et des rebelles du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), qui lutte depuis 1982 pour l'indépendance de cette région. Le gouvernement gambien a promis d'aider les personnes déplacées et le président Adama Barrow a ordonné des patrouilles renforcées près de la frontière, affirmant qu'il protégerait le petit Etat «contre toute menace étrangère». Les rebelles casamançais, accusés de faire du trafic de bois et de cannabis, se sont souvent réfugiés en Gambie ou en Guinée-Bissau, qui a également une frontière commune avec le Sénégal. Le conflit de faible intensité s'était de nouveau animé l'an dernier lorsque le Sénégal a lancé une offensive pour déloger les rebelles. Le président sénégalais Macky Sall a fait de la «paix définitive» en Casamance la priorité de son second mandat.

Oumou Konaté

Une meilleure utilisation des eaux souterraines pourrait transformer l'Afrique, selon une étude



Les ressources en eaux souterraines en Afrique subsaharienne sont suffisantes pour transformer l'agriculture dans la région et fournir aux populations une eau salubre adéquate pour leurs besoins de consommation et d'hygiène, ont déclaré des chercheurs.

Les eaux souterraines trouvées sous terre dans les aquifères, les roches et les sols représentent environ 99% de toute l'eau douce liquide sur terre et sont abondantes dans une grande partie de l'Afrique, mais un manque d'investissement les a laissées inexploitées ou mal gérées, selon deux études majeures. Les réserves pourraient être utilisées pour l'irrigation et pour fournir de l'eau propre et salubre, mais il existe également un danger que si elles sont utilisées de manière non durable, elles pourraient être rapidement épuisées ou polluées.Tim Wainwright, directeur général de WaterAid, l'organisme de bienfaisance à l'origine de l'un des rapports, a déclaré que les conclusions démystifient le mythe selon lequel l'Afrique manque d'eau ,mais selon lui la tragédie est que des millions de personnes sur le continent n'ont toujours pas assez d'eau potable à boire. Il existe de vastes réserves d'eau juste sous les pieds des gens, dont beaucoup sont reconstituées chaque année par

La suite à la page 6

AFRIQUE

La suite de la page 5



Les ressources en eau doivent être mieux gérées

les précipitations et d'autres eaux de surface, mais ils ne peuvent pas y accéder car les services sont chroniquement sous-financés.

Les eaux africaines une source intarissable

WaterAid, avec le British Geological Survey, a constaté que la plupart des pays africains pouvaient survivre au moins cinq ans de sécheresse, et certains plus de 50 ans, grâce à leurs réserves d'eau souterraine. Leur étude, intitulée "Les eaux souterraines : la défense négligée du monde contre le changement climatique" , a révélé que chaque pays d'Afrique subsaharienne pourrait fournir 130 litres d'eau potable par jour et par habitant à partir des eaux souterraines sans utiliser plus d'un quart de ce qui peut être renouvelé, et la plupart en utilisant seulement environ 10 %. Selon , le rapport annuel de l'ONU sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde ,seulement 3 % des terres agricoles en Afrique subsaharienne étaient équipées pour l'irrigation et que seulement 5 % de cette superficie utilisaient des eaux souterraines, même si les eaux souterraines sont souvent abondantes dans la région. Richard Connor, auteur principal et rédacteur en chef du rapport de l'ONU pour l'Unesco, a déclaré au Guardian journal que les eaux souterraines n'étaient pas utilisées en Afrique en raison d'un manque d'investissements dans les équipements et les infrastructures, et d'un manque d'institutions, de professionnels formés et de connaissances sur la ressource. Développer une expertise dans la cartographie et la gestion des ressources en eaux souterraines serait essentiel, a-t-il déclaré.

Réduction des pâturages disponibles

Pour les pays africains, un autre danger est que d'autres pays pourraient se précipiter pour en profiter en premier.L'Oakland Institute a publié une étude distincte montrant que les grandes entreprises étrangères de produits agricoles voient une opportunité majeure en Afrique. Le rapport a averti que dans de nombreux cas, loin de voir les avantages du développement, les populations locales étaient souvent désavantagées.»Lorsque l'infrastructure d'irrigation est établie, elle profite aux entreprises privées pour l'agriculture à grande échelle, souvent pour les cultures d'exportation, au lieu des agriculteurs et des communautés locales», indique le rapport.»Les personnes vivant dans des terres arides et semi-arides sont gravement touchées par les projets d'irrigation à grande échelle qui réduisent les pâturages disponibles et empêchent l'agriculture de décrue, tandis que les clôtures et les canaux coupent les routes traditionnelles des personnes et du bétail», ont averti les chercheurs

K.Fiakofi

CÔTE D'IVOIRE

Le transport lagunaire, pour remédier aux embouteillages

Les embouteillages font donc perdre énormément d'argent aux usagers et occasionnent une baisse de la croissance du PIB. Pour y faire face, la Côte d'Ivoire se tourne vers le transport lagunaire.



Face à la difficulté de circuler à Abidjan pendant les heures de pointe, la voie lagunaire est une alternative



Malgré la présence de ces trois opérateurs, les besoins de mobilité sont toujours importants

Face à la difficulté de circulation à Abidjan pendant les heures de pointe, une alternative est de plus en plus utilisée, il s'agit de la voie lagunaire. S'agissant du transport routier de masse, il est à noter que les infrastructures routières n'ont pas toujours suivi le boom démographique et l'explosion du parc automobile au niveau de la ville d'Abidjan. Du fait de cette insuffisance d'investissements à laquelle il convient d'ajouter l'incivisme des usagers de la route, il n'est pas rare de voir aux heures de point de longues queues de voitures (toute catégorie confondue) le long des artères de la ville, avançant à pas de tortue, provoquant ainsi des embouteillages à n'en point finir dont l'impact sur l'économie devrait susciter «des réflexions en termes de politique à mettre en œuvre de façon à ce que la thématique de la mobilité soit traitée comme un véritable droit lié à la personne.

Selon un rapport de la Banque mondiale portant sur l'économie ivoirienne, en 2019, cité par Africanews, plus de dix millions de déplacements ont été enregistrés chaque jour dans la capitale, Abidjan. L'étude montre également que chaque ménage a dépensé quotidiennement environ

La suite à la page 8

COMORES

La suite de la page 7

2 dollars et perdu plus de 3 heures sur les routes cette année-là.

Aujourd'hui à Abidjan seuls deux modes de transport urbain de masse s'offrent aux usagers. Il s'agit du transport urbain routier (avec les cars, gbaka, worô-worô, taxis et autres minicars…) et du transport lagunaire par bateaux-bus et autres pinasses sur la lagune. Selon Opera News, après une analyse pertinente de la situation, la solution pour pallier à cette affaire d'embouteillage est le développement du transport lagunaire.

Il faut noter que trois opérateurs de transport lagunaire essaient de combler les besoins de la population. La SOTRA, CITRANS et STL du groupe SNEDAI transportent des centaines de milliers d'Abidjanais chaque jour contre une demande estimée à 225 000 voyageurs par jour en 2020. Ajoutons qu'après que le secteur lagunaire a été libéralisé en 2014, et malgré la présence de ces trois opérateurs, les besoins de mobilité sont toujours importants.

Fatimata COMPAORE

L'ancien gouverneur Abdou Salami condamné à 12 ans de prison

L'ancien gouverneur de l'île d'Anjouan, Abdou Salami, a écopé, le dimanche 20 mars 2022, d'une peine d'emprisonnement de 12 ans ferme, pour atteinte à l'unité nationale, participation à un mouvement insurrectionnel et troubles à l'ordre public.



Salami Abdou aura passé plus de 3 ans en détention provisoire

Le sort de l'ex gouverneur de l'île d'Anjouan, Abdou Salami, a été scellé au terme de son procès d'une journée, devant la Cour de sûreté de l'Etat à Mutsamudu, Anjouan. Un verdict lourd et sans appel. L'ancien gouverneur a écopé de 12 ans de prison ferme pour atteinte à l'unité nationale et participation à une insurrection par la Cour de sûreté de l'État, une instance exceptionnelle dont on ne peut faire appel des décisions. A la question du président du tribunal de savoir quel fut son sentiment quand la manifestation a dégénéré en conflit armé opposant loyalistes et insurgés, Salami Abdou a répondu à la barre, d'après Franceinfo, par ces mots : *"J'ai un sentiment d'échec parce que notre objectif a été détourné et manipulé"*. Cependant il va mentionner le nom de son ancien collaborateur, Abdallah Mohamed, à plusieurs reprises, lors de l'interrogatoire. Une requête a été faite par les avocats de l'accusé pour que le sieur Abdallah Mohamed soit entendu, mais sans succès.

En rappel, l'ex gouverneur du parti Juwa, élu en 2016, a été placé en détention depuis octobre 2018, suite à une manifestation de contestation des réformes constitutionnelles menées par le pouvoir central. Le mouvement de protestation qui était censé être une journée de grève générale, s'était transformé en une insurrection lourdement armée de plusieurs jours, occasionnant trois morts.

Roseline BADO

MALI

Assimi Goïta peine à faire accepter 24 mois de transition à la CEDEAO



Le président de la Transition, le colonel Assimi Goïta souhaite mettre en place des réformes telles un nouvel ordre constitutionnel dans la durée de la transition

Le gouvernement de transition du Mali a regretté, dimanche, l'absence de compromis avec le médiateur de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Goodluck Jonathan. C'est ce qui ressort d'un communiqué rendu public par le colonel Abdoulaye Maïga, porte-parole du gouvernement, selon l'agence Anadolu.



L'envoyé spécial de la CEDEAO, Goodluck Jonathan dont la médiation piétine a réaffirmé sa volonté de continuer à discuter afin de convenir d'un calendrier de transition acceptable

« *Le gouvernement de la République du Mali regrette cette absence de compromis à ce stade pour une Transition dont l'objectif est de poser les jalons de la refondation du Mali, puis*

La suite à la page 10

La suite de la page 9

de mettre en place un nouvel ordre constitutionnel, gage de paix, de stabilité durable et de bonne gouvernance », a indiqué le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, porte-parole du gouvernement.

Abdoulaye Maïga regrette que « *manifestement la CEDEAO n'a toujours pas suffisamment pris en compte la complexité des enjeux auxquels le Mali est confronté et les aspirations profondes de son peuple, déterminé à prendre son destin en mains* ».

Le gouvernement de transition, selon l'agence Anadolu, indique que « *ces consultations se tiennent à la suite de la note verbale du 26 février de la représentation de la CEDEAO, envoyée au gouvernement du Mali et communiquant une proposition de chronogramme pour une transition de 12 à 16 mois* ».

Un délai incompressible de 24 mois

En réponse, le gouvernement de la République du Mali a déploré le fait que cette proposition de la CEDEAO soit essentiellement électoraliste et ne prenne pas en compte les aspirations légitimes de réformes politiques et institutionnelles exprimées par le peuple malien , selon la même source. Ainsi l'exécutif malien a produit et soumis un chronogramme révisé comprenant des actions relatives aux réformes politiques et institutionnelles ainsi que des actions détaillées relatives aux élections avec un délai de trente-six (36) mois pour la transition. Cette proposition n'a pas été acceptée par le médiateur, selon le porte-parole du gouvernement. D'après lui, à la suite d'échanges fructueux, aux termes desquels la pertinence des réformes a été reconnue par la CEDEAO, le gouvernement a proposé un nouveau délai de vingt-neuf (29) mois que le Colonel Assimi Goïta a, *par la suite, dans un effort ultime visant à parvenir à un compromis réaliste et salutaire pour le Mali et la CEDEAO,* ramené à 24 mois ». Maiga explique que ce nouveau délai, incompressible aux yeux des autorités du Mali, n'a pas reçu l'assentiment du médiateur de la CEDEAO et de sa délégation qui sont restés sur leur position .

Pierre Oued.

La hausse des températures menace la production bovine et laitière, selon une étude

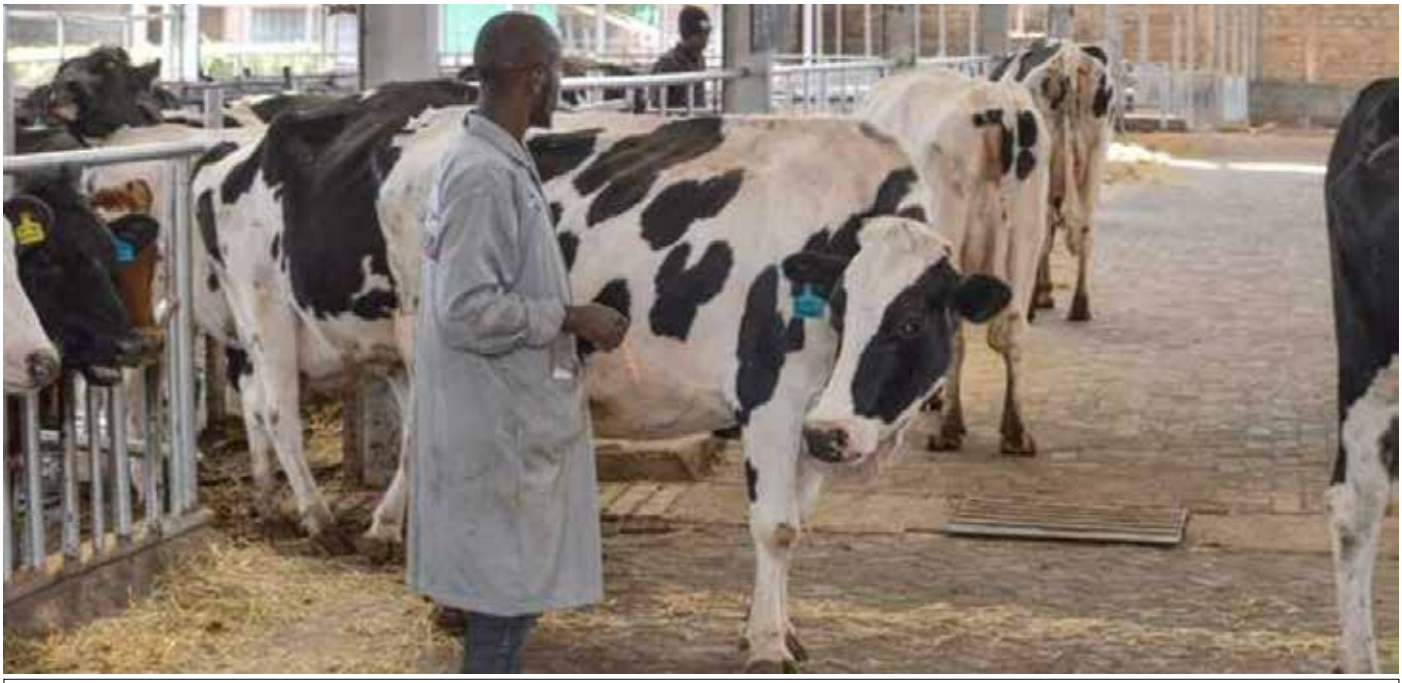
L'Afrique subsaharienne pourrait perdre un taux important de sa production de viande et de lait à cause des problèmes environnementaux Le changement climatique induit menace l'élevage bovin dans les pays pauvres.

Selon une étude, le stress thermique deviendra un défi de plus en plus sérieux pour les systèmes de production bovine dans les basses latitudes de l'Afrique tropicale de l'Ouest et de l'Est au cours du siècle, à l'exception des hautes terres du centre de l'Éthiopie et du sud-ouest du Kenya. D'après les chercheurs de l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) et de l'Université Cornell, "le changement climatique

La suite à la page 11

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La suite de la page 10



Le stress thermique, un défi de plus en plus sérieux pour les systèmes de production bovine à l'avenir

constitue une menace économique potentiellement dévastatrice pour les éleveurs de bovins en raison du stress thermique croissant sur les animaux".Selon la race, les bovins peuvent subir un stress thermique à des températures supérieures à 20 degrés Celsius, a rapporté le site The East african. À des températures plus élevées, les animaux réduisent leur consommation d'aliments de 3 à 5% par degré de température supplémentaire, ce qui réduit la productivité, d'après les conclusions de l'étude.

Ces changements affectent les rendements économiques de l'élevage laitier et bovin, soutiennent les scientifiques dans un article publié dans le numéro de mars de Lancet Planetary Health. Les pertes dans la production devraient être les plus graves en Afrique, en particulier dans les régions tropicales."Certains endroits deviendront trop chauds et humides pour que les animaux puissent prospérer. Le même défi concerne les régions pastorales de l'Afrique subsaharienne qui sont pour la plupart des systèmes arides, semi-arides et le bétail constitue souvent l'une des principales richesses des populations pastorales", soulignent les scientifiques.»Globalement, d'ici la fin de ce siècle, ces producteurs pourraient faire face à des pertes financières entre 15 et 40 milliards de dollars par an», préviennent-ils dans l'article. Mario Herrero, professeur de systèmes alimentaires durables à l'Université Cornell, a appelé à la création de pratiques d'adaptation équitables qui atteignent les secteurs vulnérables de la société. Nous ne pouvons pas simplement espérer que les pauvres ne seront pas touchés, a-t-il indiqué. «Différents agencements d'arbres d'ombrage dans les systèmes d'arbres et d'élevage peuvent être très efficaces pour réduire le stress thermique», ont-ils rassuré.

K.Fiakofi

SENEGAL

Diminution des ressources en eau : Le 9e Forum mondial sonne l'alerte à Dakar

Le 9e Forum mondial de l'eau s'est ouvert le lundi 21 mars 2022, à Diamniadio, près de Dakar, au Sénégal. Une occasion pour «sonner l'alerte» sur la «raréfaction des ressources hydriques» dans le monde et en particulier en Afrique.



Le Président Macky Sall a sonné l'alerte sur la «raréfaction des ressources hydriques» dans le monde et en particulier en Afrique, à l'ouverture du Forum Mondial de l'eau



Plusieurs chefs d'Etats et responsables d'institutions étaient présents à la cérémonie d'ouverture du 9e Forum mondial de l'eau

'' La sécurité de l'eau pour la paix et le développement'', c'est sous ce thème que la 9ème édition du Forum mondial de l'eau, première à se tenir en Afrique subsaharienne, se tient, jusqu'au 26 mars 2022 à Dakar. Le président sénégalais, Macky Sall, a souligné, dans son discours d›ouverture, que le Forum se tient au Sénégal alors que la raréfaction des ressources hydriques et la dégradation de l'environnement continuent de s'aggraver, rapporte le média AA. Le président Macky Sall qui cite un rapport de l'ONU indique que «la situation n'est pas rassurante», car «2 personnes sur 5 dans le monde vivent dans des régions où l'eau est rare». A l'en croire, 2 milliards 100 millions de personnes sont contraintes de consommer de l'eau polluée et 80% des eaux sont rejetées dans la nature sans aucun traitement, mettant en péril la santé de 4 milliards et demi d'individus,

«Tout laisse croire que si rien n'est fait, la situation ira de mal en pis», a-t-il prévenu, en assurant que le 9e Forum mondial de l'eau était «l'occasion de sonner l'alerte sur la gravité de la situation».

La suite à la page 13

AFRIQUE

La suite de la page 12

Notre source a aussi indiqué que le président Macky Sall a suggéré, au regard des enjeux, la nécessité que le G20 s'élargisse et élargisse sa composition. L'UA pourrait ainsi en devenir membre car, dit-il, «l'Afrique compte plus d'un quart des pays membres des Nations unies».

Le Forum des réponses

Ce 9e Forum mondial de l'eau qui se veut le "forum des réponses" a été organisé par le Conseil mondial de l'eau. «L'ampleur des défis à relever donne du sens aux différentes thématiques de cette édition portant, entre autres, sur le mécanisme de financement de la gouvernance de l'eau, l'innovation en matière d'assainissement, la problématique de l'eau potable en milieu rural, la recherche scientifique pour maximiser l'utilisation de l'eau et la réutilisation des eaux usées», a fait observer le chef de l'Etat sénégalais.

Exploiter le potentiel des eaux souterraines

Les débats s'ouvrent dans ce forum, au moment où l'Unesco vient de publier un rapport mettant en exergue le potentiel des eaux souterraines susceptibles de générer des bénéfices sociaux, économiques et environnementaux, à condition qu›elles soient gérées de façon durable, a indiqué Voa Afrique. Ce média indique que l›Unesco a averti dans ce rapport que les ressources en eaux souterraines passent trop souvent inaperçues ou sont ignorées et les réserves mondiales sont souvent mal gérées, sous-évaluées et exposées à des risques de pollution.

Par ailleurs, les chefs d'Etat Denis Sassou Nguesso du Congo, Mohamed Ould Ghazouani de la Mauritanie, Omar Cissoco Embalo de la Guinée Bissau et Sahle Work Zewde de l'Ethiopie ont pris part à la cérémonie. Le directeur général de la Banque mondiale, David Malpass, la directrice de l'Unesco, Audrey Azoulay, et d'autres personnalités ont également été de la rencontre.

Line Rose

Le Burundi est le pays le plus pauvre au monde en PIB par habitant, avec moins de 240 dollars, en 2020

Pour la première fois depuis des années, aucun vélo, aucune moto ni tuk-tuk n'a circulé dans les rues de Bujumbura où de nombreux policiers étaient déployés pour faire respecter leur interdiction dans la ville.

Selon RFI, la mesure qui interdit les taxis-motos, taxis-vélos et tuk-tuks dans la plus grande partie de la capitale économique burundaise, Bujumbura, est entrée en vigueur le lundi 21 mars et a été respectée à 100%. Une mesure loin de ravir pourtant les usagers. La mesure est drastique : même un simple particulier qui faisait du vélo ou de la moto pour le loisir et le sport n'a plus le droit de l'utiliser, il ne peut pas

La suite à la page 14

AFRIQUE

La suite de la page 13

également le conserver dans sa maison sous peine de sanctions pour ceux qui habitent la zone interdite, selon le ministère de l'Intérieur.

Allafrica a expliqué qu'aucun conducteur de ces engins accusés d'être responsables de la majorité des accidents de la route n'a osé braver l'interdiction.

Les 2 roues, responsables de la majorité des accidents

Du coup, beaucoup de gens ont dû marcher à pied pour se rendre à leur travail ou à l'école, ce lundi matin, dans ce pays qui est l'un des plus pauvres du monde, où le transport en commun est encore embryonnaire. En réalité, ce sont quelque 100 000 familles qui sont affectées, si l'on tient compte des autres activités liées à ce secteur du transport, notamment les mécaniciens, les vendeurs de pièces de rechange ou encore les propriétaires de ces engins, selon le président de l'Olucome, l'une des principales ONG locales, Gabriel Rufyiri.



Le Burundi est le pays le plus pauvre au monde en PIB par habitant, à moins de 240 dollars en 2020

Plus de 600.000 personnes utilisent chaque jour ces moyens de transport, dans une ville où la desserte des quartiers par les transports publics est parcellaire. Clients et conducteurs, souvent de jeunes hommes venus des régions rurales, et qui en ont fait l'unique gagne-pain, seront durement impactés. Mi-février, le ministre de l'Intérieur, le général Gervais Ndirakobuca, les avait accusés d'être responsables de la «majorité» des accidents de la route qui ont fait plus de 1000 morts et près de 2000 blessés entre janvier 2021 et janvier 2022, rapporte TV5 Monde.

Fatimata COMPAORE



MALI

Retour sur le parcours politique de l'ancien Premier ministre Boubèye Maïga, décédé lundi



L'ex-chef du gouvernement était en détention pour une affaire de fraude

L'ancien premier ministre malien, Soumeylou Boubèye Maïga, est décédé le 21 mars 2022 à l'âge de 67 ans dans une clinique de Bamako, la capitale. Il était l'un des principaux leaders de l'arène politique malienne.



"Boubeye Maiga est mort sur le champs de bataille"

Ancien journaliste, Soumeylou Boubèye Maïga s'était engagé contre la dictature de Moussa Traoré, renversé en 1991. Il avait aussi participé à la fondation de ce qui fut longtemps le premier parti du pays, l'Alliance pour la démocratie au Mali-Parti africain pour la solidarité et la justice (Adema-PASJ). Proche d'Alpha Oumar Konaré, qui avait fait de lui le patron de la puissante Sécurité d'État, le natif de Gao avait ensuite rompu avec cette formation pour se présenter à l'élection présidentielle de 2007 à

La suite à la page 16

La suite de la page 15

laquelle il n'avait obtenu que 1,5 % des voix. Alors qu'il avait été nommé ministre des Affaires étrangères par Amadou Toumani Touré en 2011, c'est avec l'arrivée au pouvoir d'IBK, en 2013, qu'il avait gagné en influence et en visibilité. Après la débâcle de l'armée malienne à Kidal en 2014, il avait été contraint de démissionner de son poste de ministre de la Défense. Selon Jeune Afrique, il était pourtant revenu au sommet de l'État deux ans plus tard, en tant que secrétaire général de la présidence. En 2017, IBK l'avait nommé Premier ministre. Il restera à la tête du gouvernement jusqu'en 2019, après le massacre d'Ogossagou. Président de l'Alliance pour la solidarité au Mali-Convergence des forces patriotiques (Asma-CFP), qu'il avait créée en 2013, Soumeylou Boubèye Maïga ne cachait pas ses ambitions présidentielles et comptait se présenter aux prochaines élections.

Des réactions après son décès

«C' était un point de convergence. Effectivement, c'est un grand homme qui est parti, un grand homme d'État, et voir aujourd'hui ses anciens camarades de l'Adéma, qui sont aujourd'hui au RPM -parti politique de l'ancien président Keïta-, voir ses anciens camarades du Mouvement démocratique qui sont dans d'autres formations politiques lui rendre visite, lui rendre hommage, oui ça veut dire qu'il est mort sur le champ de bataille.», a déclaré Tiegoum Boubeye Maiga, son frère. ''Depuis décembre et je l'ai dit par le passé, on a comme l'impression que c'était un assassinat programmé. Soit ils voulaient le tuer soit le rendre impotent à vie.», ajoute son frère cadet cité par Africanews. Un sentiment partagé aussi par le président nigérien selon la même source. Pour Mohamed Bazoum, la mort de l'ex-Premier ministre malien, lui rappelle celle du Président Modibo Keita en 1977. Avant d'ajouter : « je pensais que de tels assassinats relevaient d'une autre ère ». Notons qu'une coalition de partis maliens a réclamé une enquête sur la mort de l'ex-Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga .Une autre formation politique, le Parti pour la renaissance nationale (Parena), a également demandé dans un communiqué cité par notre source aux autorités de «faire toute la lumière sur les circonstances du décès».

Oumou Konaté

Assemblée de la Transition: Aboubacar Toguyeni au perchoir

Désignés le samedi 19 mars 2022, les membres de l'Assemblée Législative de la Transition (ALT) ont été installés quatre jours plus tard, soit le 22 mars 2022. A l'issue de cette cérémonie c'est Aboubacar Toguyeni qui a été porté à la tête de cette institution parlementaire.

Prévue par les articles 20 à 31 de la charte du 1er mars 2022, l'ALT est l'organe législatif de la transition. Composée de 71 membres issus des différentes couches socioprofessionnelles de du pays, cette assemblée a été installée ce 22 mars 2022. Sur les 71 membres prévus, seule la région du Centre-nord n'avait pu désigner son représentant. Aux dernières nouvelles, ce parlementaire manquant sera connu ce 23 mars 2022. Parmi les membres présents ce jour, l'on note des figures de proue de la sphère politique et sociale du pays des Hommes intègres. Entre

La suite à la page 17

La suite de la page 16



Le nouveau président de l'ALT, Aboubacar Toguyeni, professeur d'université âgé de 57 ans est marié et père de trois enfants



Tous les 70 parlementaires désignés ont répondu présent à cette session spéciale d'installation de ce 22 mars 2022

autres on peut citer l'ancien premier ministre, Luc Adolphe Tiao, le constitutionnaliste Abdoulaye Soma, Pascal Zaïda, Tiendrebeogo Adama dit Colonel et Koumsongo Auguste Mohamed de la société civile.

Toguyeni élu avec 59 voix sur 70

Cette session spéciale d'installation a été présidée par le plus âgé des parlementaires, Jean Hubert Bazié. Puis vient le moment de désigner le président de l'ALT. Quatre candidats se présentent. Il s'agit du Docteur Arouna Louré, de Moumini Dialla, président du Conseil national de la jeunesse, de Zarata Zoungrana, commerçante de son état, et du Professeur Aboubacar Toguyeni. Peu de temps avant le début des votes devant désigner le président de l'ALT, Moumouni Dialla retire sa candidature. Dès cet instant ils ne sont plus que trois (03) à convoiter le perchoir. A l'issue de ce scrutin, c'est Aboubacar Toguyeni qui est porté à la présidence de l'assemblée parlementaire par 59 votants sur les 70. Ce dernier, né le 17/04/1964 à Bobo-Dioulasso, est actuellement Professeur titulaire en Sciences Halieutiques à l'Unversité Nazi Boni de Bobo Dioulasso. Aujourd'hui âgé de 57 ans, Aboubacar Toguyeni est un parlementaire désigné par le président du Faso, Paul Damiba. Il est marié et père de 3 enfants.

Abdoul Karim TAPSOBA

BURKINA FASO

Des démissions au MPP, 2 mois après sa chute du pouvoir





A l'image de Abdoulaye Mossé (g.) et de Luc Arnaud Compaoré (dr.), beaucoup d'autres militants seraient sur le point de quitter le parti du soleil levant

Depuis le début de cette semaine, le climat ne semble plus être au beau fixe au sein de l'ex parti au pouvoir, le Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP). Pour preuve, plusieurs militants et non des moindres, ont décidé de claquer la porte de cette formation politique.

Moins de deux mois après avoir été éjecté du pouvoir par le putsch militaire du 24 janvier 2022, le MPP semble actuellement se vider de ses militants. En effet, dans la soirée du 21 mars 2022, plusieurs membres du bureau exécutif national ont décidé de démissionner de ce parti dit du «soleil levant». C'est l'ex député et secrétaire chargé des mouvements associatifs du parti, Abdoulaye Mossé, qui en a donné le top départ sur sa page facebook. «C'est avec grande conviction que je me suis engagé aux côtés de Roch Marc Christian Kaboré (chef de l'Etat déchu, Ndlr), Salifou Diallo, Simon Compaoré et bien d'autres camarades pour lancer en janvier 2014 le MPP», a-t-il rappelé. Après avoir rendu hommage à ces derniers, le désormais ex membre du MPP a aussi remercié tous ses camarades pour les résultats engrangés au cours des différentes luttes, avant d'annoncer : «Je quitte aujourd'hui le MPP avec le sentiment d'une mission bien accomplie et je n'éprouve aucun regret d'avoir travaillé avec chacun de vous».

« Quitter le MPP ne signifie pas quitter Roch Kaboré »

Cependant, a-t-il clarifié, «quitter le MPP ne signifie pas quitter Roch Marc Christian Kaboré». A la suite de cet ex parlementaire, d'autres militants lui ont emboîté le pas. Ousmane Nacro, ex ministre de l'eau, dans le dernier gouvernement du président

La suite à la page 19

La suite de la page 18

Kaboré et par ailleurs secrétaire chargé de l'industrialisation, du commerce et de l'artisanat, aurait lui aussi rendu le tablier. Dans la même soirée, par le biais des réseaux sociaux, l'on apprend la démission de Luc Arnaud Compaoré, précédemment 2ème secrétaire national adjoint chargé des jeunes du parti orange. Outre ces démissions, des militants non moins connus à l'image de Lambi Sawadogo, Workya Rouamba et Nimayé Nabié seraient eux aussi sur le point de quitter le navire MPP. Certaines sources bien introduites annoncent d'importants départs dans les jours à venir. Si cette série de départs venait à se confirmer, ce serait un coup dur pour l'ex parti majoritaire qui, après avoir perdu le pouvoir, enregistre ainsi sa plus grande saignée depuis sa création. Le MPP, faut-il le rappeler, a été porté sur les fonds baptismaux en janvier 2014. Roch Kaboré, alors candidat de ce parti, remporte la présidentielle de 2015 puis celle de 2020. Le 24 janvier 2022, une junte militaire, pilotée par l'actuel chef d'Etat, Paul Damiba, met fin au règne du parti du soleil levant.

Abdoul Karim TAPSOBA



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

L'invasion de l'Ukraine pourrait précipiter le Soudan dans une crise alimentaire aiguë



A cause notamment de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, principaux exportateurs de blé, près d'un Soudanais sur deux pourrait souffrir de la faim cette année, prévient David Wright, de Save the Children, cité par VOA Afrique. Il dit redouter la déscolarisation et les mariages de mineurs. Selon l'ONU, un Soudanais sur trois a besoin d'aide humanitaire dans un pays où l'inflation frôle les 260%, la monnaie est en chute libre et le prix du pain a été multiplié par dix, depuis le coup d'Etat militaire d'octobre qui a privé le pays de tout soutien politique ou économique international.

L'ancien ministre de la Justice inculpé pour corruption en Zambie



La Commission anti-corruption zambienne (ACC), cité par VOA Afrique, a annoncé, le lundi 21 mars 2022, l'arrestation de l'ex-ministre de la Justice Given Lubinda pour avoir détourné 539.000 dollars, dernière péripétie dans une série de poursuites engagées contre des cadres du précédent exécutif, battu lors des élections d'août 2021. L'organisme anti-corruption a précisé que M. Lubinda avait été accusé de *"cinq chefs d'accusation de possession de biens soupçonnés de résulter d'activités criminelles*". Il risque cinq ans de prison. Notre source a ajouté que M. Lubinda a été libéré sous caution, avant sa comparution en procès.

RDC/ Ituri : MSF annonce la fermeture de ses projets à Nizi et Bambu



Selon Radio Okapi, l'ONG Médecins sans frontières (MSF) a annoncé, le lundi 21 mars 2022, la fermeture de ses projets à Nizi et Bambu, dans la province de l'Ituri. Cette décision s'explique, notamment, par l'absence prolongée de garanties de sécurité de la part des différents acteurs qui s'affrontent dans la région. Elle fait suite à l'attaque perpétrée contre un convoi humanitaire de MSF, le 28 octobre 2021, par des hommes armés non identifiés sur la route entre les localités de Kobu et Bambu. Attaque au cours de laquelle deux membres de MSF avaient été grièvement blessés par balles.

La livre égyptienne perd brutalement 13% face au dollar

Selon VOA Afrique, la monnaie égyptienne s'échangeait, le lundi 21 mars 2022, à 17,8 livres pour un dollar, soit une perte de 13% de sa valeur en une journée, alors que l'inflation dans le pays, premier importateur de blé russe et ukrainien, a déjà atteint un record en février. Pour freiner la dévaluation, la banque centrale égyptienne, réunie dimanche soir en urgence, a relevé les taux d'intérêt d'un point. Le taux de dépôt est ainsi passé à 9,25% et celui sur les prêts à 10,25%.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

RDC/ Ituri : les FARDC tuent 12 rebelles ADF et reprennent le contrôle de 3 villages



L'armée congolaise a affirmé avoir récupéré trois villages qui servaient de bastions aux rebelles ADF dans la forêt proche d'Otmaber au sud d'Irumu, dans la province de l'Ituri, a rapporté Radio Okapi. Lors de cette opération, 12 rebelles ADF ont été tués, six autres capturés et cinq armes récupérées par les FARDC. Des opérations militaires se poursuivent pour démanteler d'autres réseaux de ces groupes armés étranger et autres forces négatives qui perturbent la quiétude des populations du territoire d'Irumu.

Les Ghanéens exhortés à adopter des pratiques agricoles durables



Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a souligné la nécessité pour le Ghana d'adopter des pratiques agricoles durables, de résoudre les problèmes liés à la propriété foncière et des arbres pour une gestion efficace de la forêt, a indiqué l'agence de presse du Ghana. «*(...), nous devons travailler pour adopter des pratiques agricoles durables et construire des plateformes collaboratives pour assurer une gestion durable des forêts pour les personnes et pour la planète*», a déclaré Dr Angela Lusigi, représentante résidente du PNUD au Ghana.

Egypte : 6 consortiums en lice pour construire une usine d'ammoniac vert



Yehia Zaki, le directeur de la zone économique du canal de Suez, cité par l'Agence Ecofin, a confirmé que six consortiums internationaux mènent actuellement des pourparlers avec l'Etat égyptien, pour remporter le contrat de construction d'une usine d'ammoniac vert qui nécessite un investissement de 1 milliard de dollars. Il s'agit de la deuxième usine d'ammoniac vert qui doit être développée dans la zone économique du canal de Suez. Sa capacité nominale prévue est de 220 000 tonnes par an.

Tunisie : les agents de la Poste en grève de trois jours

Les agents de la Poste tunisienne sont en grève, depuis le lundi 21 mars 2022 et ce jusqu'au 24 mars 2022, a rapporté webdo.tn. Cette décision d'entrer en grève a été prise suite « aux agissements des autorités qui n'ont pas honoré leurs engagements », a indiqué la fédération générale de la Poste, citée par notre source. Les revendications de ces agents portent entre autres sur le règlement intérieur, la résolution du problème de pénurie de personnel ainsi que sur l›amélioration des conditions de travail.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Nigeria : des craintes d'une augmentation des tarifs télécoms



Le secteur des télécommunications est l'un des plus gros consommateurs de diesel au Nigeria, a constaté l'agence Ecofin. Il est l'un des plus touchés par les perturbations enregistrées depuis plusieurs semaines sur le réseau national d'électricité et par la pénurie de carburant. Les opérateurs de télécommunications nigérians n'excluent pas une augmentation des tarifs « *dans un avenir proche* » en réponse à la récente augmentation du prix du diesel, a déclaré Gbenga Adebayo, président de l'Association des opérateurs de télécommunications agréés du Nigeria (ALTON), cité par notre source.

Inquiétude de la Mauritanie et de l'Espagne de la situation sécuritaire au Mali



La Mauritanie et l'Espagne ont réaffirmé, dimanche dernier, leur inquiétude à propos de la détérioration de la situation sécuritaire au Mali et ses répercussions sur la stabilité de la région, a rapporté Sahara Médias. Les deux parties se sont convenues de la nécessité d'appuyer le Mali dans sa guerre contre le terrorisme. Ils ont insisté sur l'importance du respect par le gouvernement malien de transition de ses engagements et à présenter un chronogramme pour l'organisation d'élections générales afin de revenir à un régime constitutionnel dans le pays, a indiqué notre source.

Seychelles : les tortues vertes reviennent alors qu'elles étaient en voie de disparition



Bonne nouvelle aux Seychelles : la population de tortues vertes, en voie de disparition, augmente. Le retour des tortues est lié au programme de protection et de surveillance mis en place sur l'archipel. La tortue verte est l'une des plus grandes espèces de tortues marines au monde, a expliqué demotivateur.fr. Si ces tortues vivent dans 80 pays différents, elles sont aujourd'hui en voie de disparition, notamment aux Seychelles, sur l'atoll corallien d'Aldabra. Cette espèce a peu à peu disparu à cet endroit à cause de la chasse aux tortues, car ces animaux étaient recherchés pour leur graisse, leur viande et leurs œufs, a ajouté notre source.

Nigeria : au moins 16 villageois tués dans une attaque

Selon des sources policières, citées par Le Figaro, des hommes armés ont tué, dimanche dernier, au moins seize villageois lors d'une attaque dans le nord-ouest du Nigeria. Le centre et le nord-ouest du pays le plus peuplé d'Afrique sont depuis des années le théâtre de gangs criminels, appelés localement « bandits », qui attaquent les villages, volent le bétail, kidnappent et tuent les habitants. Et face à la multiplication des attaques, le gouvernement a récemment déclaré « terroristes » ces groupes criminels, a ajouté notre source.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Le sous-secrétaire d'Etat américain en visite en Tunisie



Le sous-secrétaire d'Etat américain, chargée de la sécurité civile, de la démocratie et des Droits de l'Homme, Uzra Zeya, sera en visite en Tunisie à partir du mercredi 23 mars 2022. Par voie de communiqué, consultée par l'Agence Anadolu, le Département d'Etat américain a fait savoir que Zeya se rendra au Pakistan, en Tunisie et aux Émirats arabes unis du 21 au 30 mars. Lors de sa visite en Tunisie, la responsable américaine se réunira avec des hauts responsables du gouvernement pour discuter des réformes politiques et économiques inclusives, de la protection des Droits de l'Homme et du rôle essentiel de la société civile dans une démocratie solide.

Somalie : l'OMS et l'UE fournissent une usine d'oxygène «qui sauve des vies»



L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fourni une usine d'oxygène à adsorption modulée en pression (PSA) duplex à un hôpital de Mogadiscio, en Somalie, selon Hiiraan Online. L'usine financée par l'UE a été fournie dans le cadre de son soutien continu à la réponse d'urgence à Covid-19 dans le pays. Alors que, des organisations de première ligne telles que, Médecins Sans Frontières déclarent que l'oxygène médical est l'élément le plus vital d'une réponse efficace au Covid-19, la pandémie a révélé des faiblesses majeures dans la chaîne mondiale d'approvisionnement en oxygène médical et dans les infrastructures existantes.

Rwanda : des pompes à énergie solaire pour élargir l'accès à l'eau



Selon Africanews, au Rwanda, les agriculteurs du district occidental de Rulindo ont un accès limité à l'eau potable. Pour améliorer la gestion de l'eau, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a construit six bassins d'eau pour aider les agriculteurs locaux de la coopérative de production horticole Yanze (YAHOPROC). L'eau de la rivière Yanze est recueillie dans les étangs, puis transportée des étangs aux champs par trois pompes à énergie solaire. Le système fournit une source constante d'eau qui est distribuée uniformément à tous les champs, y compris ceux qui sont les plus difficiles à atteindre en raison des terrains accidentés.

Félix Tshisekedi à Dubaï pour l'Expo 2020

Le Président congolais, Félix Tshisekedi, a quitté la République démocratique du Congo (RDC), lundi, pour Dubaï, aux Émirats arabes unis, pour participer à l'exposition universelle qui se tient du 1er octobre 2021 au 31 mars 2022, a rapporté l'agence Anadolu. Plusieurs activités sont prévues notamment la signature d'accords commerciaux entre la RDC et les Émirats arabes unis, en marge de "*Expo Dubai 2020*", une foire promotionnelle, avec 192 pays représentés.



Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Lonsani SANOGO
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Lonsani SANOGO
Oumou KONATE
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Pierre OUEDRAOGO
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Line Rose BAMBARA
Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
KOMBOÏGO Francis

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCES


TERRAIN
A VENDRE
Terrain de deux (02) hectares en vente à Gonsé à 800 mètres de l'Université Thomas Sankara et à 500 mètres de la voie bitumée.
Prix : 30.000.000 FCFA / hectare
Contacts :
Tél : 00226 70210208
WhatsApp : 00226 76 20 00 26


TERRAIN
A VENDRE
Terrain de deux (02) hectares et demi à 400 mètres du site du nouveau péage de la sortie Ouaga-Fada.
Prix : 10.000.000 FCFA / hectare
Contacts :
Tél : 00226 70210208
WhatsApp : 00226 76 20 00 26

ANNONCE

AUDIENCE GLOBALE DU QNA

Environ un million de lecteurs quotidien
Audience à très forte croissance

Audience sur les kiosques digitaux

Kiosques Numériques	Visiteurs des sites web vue de la Une du QNA	Lecteurs occasionnels du QNA	Abonnés périodiques du QNA
ekiosque, viaPRESSE, Cdiscount, KIOSK.com, fnac, viapresse.be, SOSPRESSE, ePresse, Cultura, emediaplace, France loisirs, scopalto, orange, Tego, YouScribe	2.800.000 / jour soit 19.600.000 / semaine	3.000 / jour soit 18.000 / semaine	2.000 / jour soit 12.000 / semaine

Source des états annuels de janvier 2022

Audience sur réseaux sociaux

Lien page sur les réseaux sociaux	Abonnés Total	Vue de la Une du QNA	Clic pour lecture
www.facebook.com/OTCMEDIA1	1.800.487	1.800.487	600.000
www.facebook.com/quotidiennumeriquebf	420.238	420.238	140.000
www.facebook.com/quotidiennumerique	101.717	101.717	33.000

Décompte de Mars 2022

Audience par le partage mobile

Application	Partage direct quotidien	Lecteur quotidien	Repartage quotidien
WhatsApp	200.000	180.000	600.000
Telegram	1.200	800	...

Décompte de Mars 2022